

PLANÈTE • BIODIVERSITÉ

La Suède dit oui à un projet minier très controversé

Si elle est construite, la mine de fer à ciel ouvert de Kallak, dans le nord du pays, empiètera sur les pâturages des éleveurs de rennes et bloquera les chemins de transhumance.

Par Anne-Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale)

Publié le 24 mars 2022 à 11h44 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



La militante pour le climat Greta Thunberg (à la troisième place en partant de la droite) et des membres de la communauté sami manifestent contre une mine de fer à Jokkmokk (Suède), le 5 février 2022. FRIDAYS FOR FUTURE / AFP

« Ce n'est pas que nous prenons les questions environnementales à la légère, mais oui, nous aimons les mines, nous les sociaux-démocrates. (...) Alors oui, j'espère pouvoir ouvrir et autoriser plusieurs nouvelles mines. » Les propos du ministre de l'industrie, Karl-Petter Thorwaldsson, le 30 novembre 2021, lors de la présentation du gouvernement dirigé par Magdalena Andersson, avaient

alerté les opposants au projet de mine de fer de Kallak (« *Gallok* » en sami), dans le nord du pays. Mardi 22 mars, leur inquiétude s'est confirmée. Le gouvernement a donné son feu vert à un des projets miniers les plus controversés de ces dernières décennies en Suède. Le permis s'accompagne d'une douzaine de conditions que la compagnie britannique Beowulf Mining devra honorer, afin notamment de « *contrecarrer les perturbations pour l'élevage de rennes* », a précisé M. Thorwaldsson.

Avant de pouvoir commencer l'exploitation de la mine, la société devra aussi obtenir une autorisation, délivrée par le tribunal foncier et environnemental, ainsi qu'un permis de construire auprès de l'inspection suédoise des mines et de la commune de Jokkmokk : deux institutions favorables au projet. « *Je pense qu'il y aura une mine. C'est une si grosse trouvaille* », a fait remarquer le ministre de l'industrie.

Chez les Sami, le dernier peuple autochtone d'Europe, la déception est énorme, même si la décision était plus ou moins attendue. Pour Hakan Jonsson, président du Sametinget, le Parlement sami, les conditions imposées à la société minière ne sont que des « *pansements sur de profondes blessures* ». Venue soutenir les opposants au projet, début février, l'activiste Greta Thunberg a dénoncé dans un tweet « *une approche de court terme, raciste, coloniale et hostile à la nature* ». Amnesty International, pour sa part, regrette un choix qui « *ne respecte pas le principe du consentement libre, préalable et éclairé ainsi que le droit des peuples autochtones, et ne pose pas les bases d'une réconciliation entre l'Etat suédois et le peuple sami* ».

Lire aussi | [En Suède, l'Église présente ses excuses aux Sami](#)

D'après les forages menés par la compagnie minière, le site de Kallak, à quelques kilomètres du cercle polaire, abrite « *le plus gros gisement ininterrompu de minerai de fer à bandes de quartz* ». Beowulf Mining veut y construire une mine à ciel ouvert, que la société compte exploiter pendant quatorze ans, pour une production annuelle de 10 millions de tonnes de minerai de fer.

« Un signal »

La mine ne se trouve pas seulement en territoire sami, sur les pâturages utilisés par les éleveurs de rennes : les infrastructures nécessaires au traitement et au transport du fer devraient bloquer des chemins de transhumance et traverser un site classé en 1996 au Patrimoine de l'humanité par l'Unesco, en raison de sa « *valeur universelle exceptionnelle* ». Le 3 février, dans une lettre conjointe, José Francisco Cali Tzay et David R. Boyd, rapporteurs spéciaux des Nations unies pour les droits des peuples autochtones et les droits de l'homme et de l'environnement, ont d'ailleurs exprimé leur « *inquiétude* » à l'égard du projet, dont ils estiment qu'il « *menace les droits des Sami* ».

Lire aussi | [« C'est comme si notre avenir n'avait pas vraiment d'importance » : les éleveurs de rennes samis frappés par le réchauffement climatique](#)

Chercheuse à l'université suédoise des sciences agricoles, Kaisa Raitio constate que « *jamais la Suède n'a rejeté un projet minier au nom des droits des Sami* ». Pourtant, elle avoue sa surprise : « *Je ne comprends pas ce que le gouvernement compte accomplir avec une telle décision, sachant les réactions qu'elle va générer, y compris sur la scène internationale, alors même que la Suède parle de réconciliation avec le peuple sami.* »

Lire aussi | [En Suède, la réindustrialisation verte s'accélère](#)

M^{me} Raitio pointe du doigt l'extrême pression que subissent les éleveurs de rennes, alors qu'ils doivent

faire face aux effets du changement climatique et que les terres sur lesquelles ils n'ont qu'un droit d'usage sont exploitées au nom de la transition écologique. « *Il y a déjà des mines, des parcs éoliens et des routes, énumère la chercheuse. Les pâturages ne peuvent pas supporter plus d'exploitation.* »

Lire aussi | [« C'est comme si notre avenir n'avait pas vraiment d'importance » : les éleveurs de rennes samis frappés par le réchauffement climatique](#)

En novembre 2017 déjà, le conseil régional du Norrbotten s'était opposé à la mine, arguant que ses « *effets sociétaux positifs* » – 250 créations d'emplois directs notamment – ne suffisaient pas à compenser « *les empiétements irréversibles sur la nature et l'impact durable sur l'utilisation des terres* ». L'Eglise de Suède a également critiqué le projet. Alors pourquoi avoir dit oui, sachant que le minerai de fer ne fait pas partie des matières premières critiques pour l'industrie européenne ou la transition écologique, et que la Suède couvre déjà 93 % de la production européenne ? Juriste auprès de la Fédération nationale des Sami suédois, Jenny Wik Karlsson évoque « *un signal* » qui « *donne une bonne indication des décisions qui pourraient être prises à l'avenir* » sur d'autres projets similaires et « *montre que les profits économiques passent avant tout* ».

Anne-Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale)